

Inauguration du siège de la DGESRS et de l'AMAQ-SUP : L'infrastructure a coûté 1 091 000 000 FCFA

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

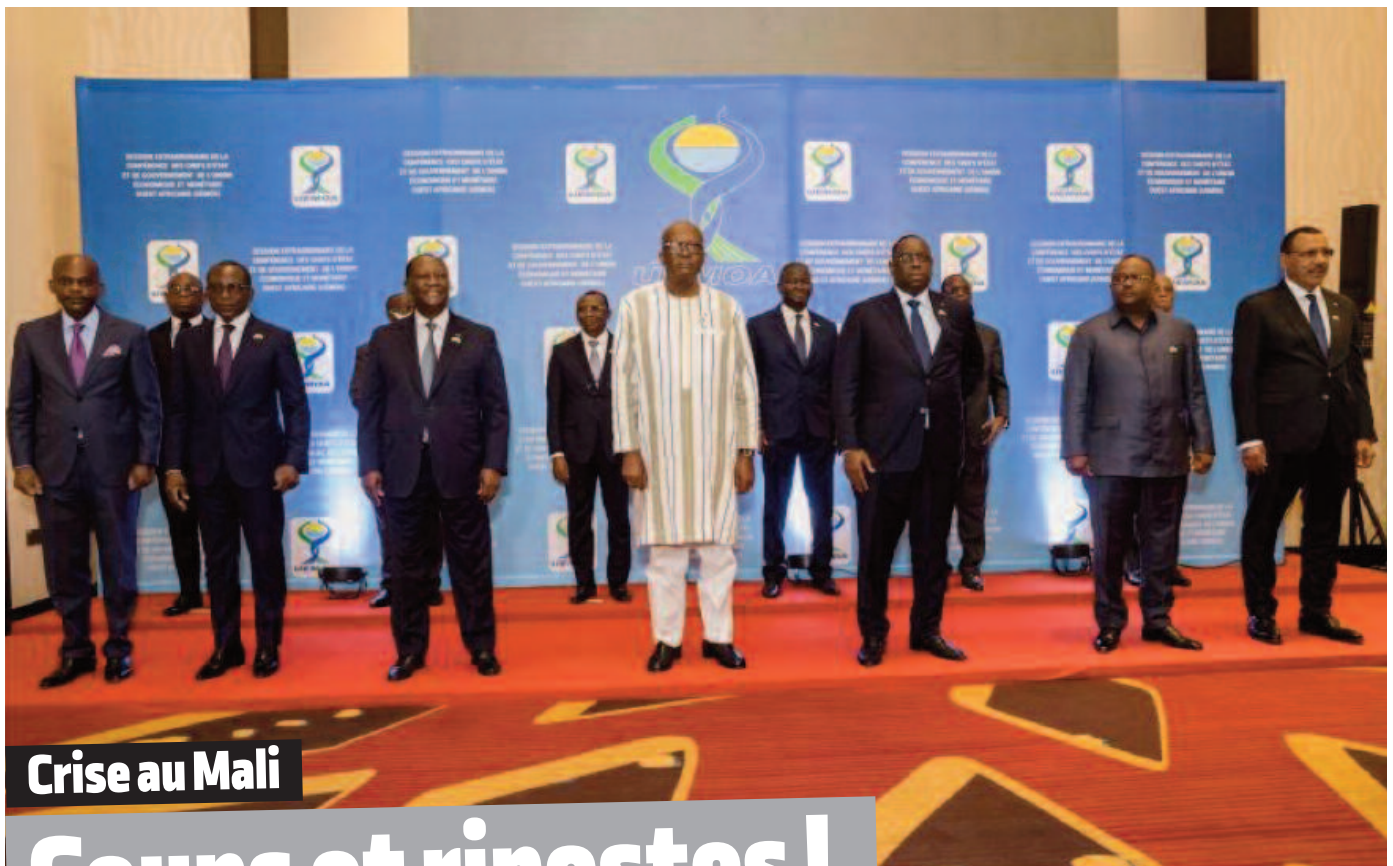
MARDI 08 FEVRIER 2022

1032

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise au Mali

Coups et ripostes !



MPSD : Sadou H. Diallo lance un nouveau mouvement



Meeting d'information du Collectif pour la Route R.N30 : Bientôt le lancement des travaux de construction et de bitumage de la route Dioïla-Domba-Koualé



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

07 Fev.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

997

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

105

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

27 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
06 cas graves en soins intensifs
2198 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 215

Guéris

26 996

Décès

715

dont 1625 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.16



P.24



/ Une /



Crise au Mali : Coups et ripostes !

P.4

/ Brèves /



Le président Macky Sall répond aux critiques sur les sanctions de la CEDEAO contre le Mali : « Ça fait plus de 20 mois que nous avons accompagné la transition malienne »

P.12

Mali : L'armée libère la commune de Farabougou du djihadisme

P.12

Coopération FAMA-EUTM : Les capacités de combat de la 6ème Section du Batfar renforcées

P.12

Transition : La nécessaire révision de la charte

P.13

Rencontre des mouvements armés à Rome : Le gouvernement s'engage à accompagner et à appuyer le CSP

P.13

/ Actualité /



Administration Territoriale : Deux joyaux pour Koutiala

P.16

Dividende Démographique : ONDD renforce les compétences des membres de son Comité Scientifique et Technique

P.17

Cercle de Bla : Un gendarme "braqueur" appréhendé pour vol de véhicule !

P.18

Inauguration du siège de la DGESRS et de l'AMAQ-SUP : L'infrastructure a coûté 1 091 000 000 FCFA

P.19

Meeting d'information du Collectif pour la Route R.N30 : Bientôt le lancement des travaux de construction et de bitumage de la route Dioïla-Domba-Koualé

P.21

/ Politique /



CEDEAO : Qui sont les Présidents mal élus ?

P.23

Le naufrage et l'offense : « Le Mali est à rendre aux maliens »

P.24

Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde de la Démocratie : Sadou H. Diallo lance un nouveau mouvement

P.28

/ Culture & société /



SÉGOU'ART 2022 : La foire aux milles merveilles ouvre ses portes

P.29

/ International /



Crise Ukrainienne : Emmanuel Macron au Kremlin pour parler à Vladimir Poutine

P.30

Afflux de réfugiés burkinabè en Côte d'Ivoire : Le HCR s'inquiète

P.31

/ Sport /



CAN 2022 : Les anciens Lions fiers de leurs « petits frères » champions d'Afrique

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Crise au Mali Coups et ripostes !

Depuis le 6 janvier dernier, date des sanctions infligées au Mali par la CEDEAO et l'UMOA, les autorités de la Transition ne cessent d'encaisser des coups venant d'un peu partout pour les affaiblir et les contraindre à céder. Heureusement que pour elles, dans le même temps, les soutiens aussi continuent à pleuvoir. Jusqu'où et jusqu'à quand tenir ? Telle est la question voire l'équation qui appelle à son tour des ripostes du gouvernement.

Le premier coup dur ou de poignard, c'est selon, a ainsi été donné par l'UMOA à travers la BCEAO qui a refusé de « **procéder au règlement de l'échéance du 28 janvier 2022 au titre du paiement du coupon sur les obligations Assimilables du Trésor pour un montant total de 2.366.664.000 FCFA** ». Quelques jours auparavant, le même défaut de paiement, non imputable au Mali qui détient des réserves suffisantes pour faire face à ses obligations avait été constaté. Avec ses avoirs bloqués et sans possibilité immédiate de riposte, le ministre malien des Finances n'a pu que déplorer des « **pratiques contraires au règles de fonctionnement du marché monétaire et financier régional et ses conséquences préjudiciables sur les investisseurs** ».

Parallèlement à ces pressions d'ordre financier, la France et certains de ses partenaires agitent l'épouvantail d'un retrait du Mali des forces Barkhane et Takuba. Ainsi la France

semble aller plus loin qu'elle ne l'avait annoncée en passant du redéploiement au retrait pur et simple qui, en soi, pourrait-on dire est attendu même souhaité par les Maliens. Mais c'est la possible extension du rayon d'action à de nouveaux pays qui pourrait embarrasser la partie malienne.

Et, comme appelé, en renfort Le général Stephen Townsend, le chef du commandement militaire américain pour l'Afrique enfonce le clou sur la présence de Wagner au Mali. Il a tenté de confirmer jeudi, au cours d'une conférence de presse en ligne, la présence de Wagner au Mali. Ainsi, a-t-il soutenu, le Mali « **continue à le nier publiquement mais nos informations sont claires : le Mali a fait venir Wagner sur son territoire. Plusieurs centaines d'hommes sont sur le terrain et**

c'est un chiffre qui pourrait encore augmenter. J'ai pu les observer en Syrie, en Libye, au Soudan, en Centrafrique et au Mozambique. Après leur départ, la situation n'est jamais meilleure qu'à leur arrivée ... Elle est même souvent pire ».

Evoquant une persistante rumeur jamais confirmée sur la rétribution de Wagner, il ajoute « **Je ne sais pas où ils trouvent cet argent. Je pense qu'ils vont devoir échanger leurs services contre des ressources naturelles comme de l'or, des minéraux et des pierres précieuses** ». Et de conclure « **si les partenaires internationaux soutiennent sans conditions le gouvernement malien, ce n'est pas le cas de Wagner** », qui ne serait au Mali que pour son intérêt personnel.



C'est sur fond de ce tintamarre de tirs croisés qu'est intervenu l'annonce par l'Union européenne, de nouvelles sanctions contre le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga, les ministres Ibrahim Ikassa Maiga, Ismael Wagué, le président du Conseil National de transition Malick Diaw et Adama Diarra dit Ben le Cerveau. Réagissant à ces mesures « sans effet », le M5-RFP estime que les motifs de ces sanctions « **loin d'être déshonorants, sont au contraire patriotiques, font la fierté des personnes visées, et celle de tous les Patriotes maliens** ».

Enfin, c'est le président Macky Sall, fraîchement intronisé président en exercice de l'Union africaine qui s'est prononcé sur les coups d'Etat récemment intervenus en Afrique et en particulier sur le cas malien « **Je condamne fermement ces coups d'Etat. On ne peut pas tolérer l'intervention des armées dans les processus politiques, quelles qu'en soient les raisons. Les sanctions sont l'arme ultime et jamais la Cédéao n'avait essayé de sanctionner d'emblée des dirigeants comme elle l'a fait au Mali par exemple. La Cédéao avait d'abord accompagné la transition en acceptant l'idée de tenir des élections dix-huit mois après le putsch. Mais lorsque le délai est passé à cinq ans, on ne pouvait pas accepter cela. Si on ne faisait rien, ces coups d'Etat allaient se répéter dans tous les autres pays. Il appartient aux autorités maliennes de proposer un compromis à la Cédéao. Nous serons heureux de travailler avec eux. Nous ne voulons pas de sanctions au Mali. On ne cherche pas à sanctionner à tout prix** ».

Sur le plan interne, c'est du Cadre d'Echange des Partis Politiques et Regroupements de Partis Politiques pour une Transition Réussie



qu'est partie la salve. Pour ce regroupement de l'opposition à la Transition, « **la proposition d'une prolongation de cinq (5) ans participe d'une volonté manifeste de confiscation du pouvoir** » et d'un « **manque de volonté des autorités actuelles d'organiser les consultations électorales pour le retour à l'ordre constitutionnel, conformément à la fin de la transition annoncée le 15 mars 2022** ». En conséquence, « **le Cadre exige au-delà du 27 février 2022, la mise en place d'une transition neutre avec un programme clair centré sur le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du pays et le retour à l'ordre constitutionnel à travers l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes** ».

Face à tant d'adversité, d'attaques et de pressions, les autorités de transition ne pouvaient rester les bras croisés pour compter les coups. Elles ont ainsi vigoureusement réagi en convoquant le Conseil National de Transition (CNT) en session extraordinaire en vue de prendre certaines mesures pour améliorer l'efficacité de la Transition. Parmi les mesures attendues « **la suppression du poste de Vice-prési-**

dent pour éviter les duplications des missions et permettre au ministre chargé de la Défense et au ministre chargé de la Sécurité de recouvrer et d'exercer la plénitude de leurs attributions traditionnelles, la suppression du nombre de membres du Gouvernement pour une meilleure gouvernance politique et sociale objective et efficace, l'augmentation du nombre de membres du Conseil national de Transition pour renforcer davantage l'inclusivité autour du projet de refondation de l'Etat et l'adaptation de la durée de la Transition aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation dans le but de mener des réformes indispensables au retour à l'ordre constitutionnel ».

Par ailleurs, le gouvernement de la Transition, évoquant les sanctions infligées au Mali a élevé une vive protestation en « **invitant instamment l'UEMOA à se conformer aux règles communautaires et par conséquent à lever, dans un esprit de justice, d'équité et de solidarité ces sanctions inopportunes dont les conséquences socioéconomiques affecteront inéluctablement et durement les populations du Mali et celles de la sous-région ouest-africaine** ». Et last but not least, le gouvernement de Transition envisage des mesures judiciaires énergiques contre la CEDEAO et l'UEMOA contre les « **mesures injustes et illégales** » prises contre le Mali.

On le voit donc, malgré les coups qui continuent de plus belle, le Mali a décidé de ne pas courber l'échine et de faire face. Car si la dignité et la souveraineté d'un peuple n'ont sans doute pas de prix, elles ont bien sûr un coût.

■ Moctar Sow



■ NIANG TV



COMMUNIQUÉ DE LA FAMILLE

Sur l'évacuation de Soumeylou Boubeye Maiga
Le jeudi 03 février 2022, la famille de Soumeylou Boubèye Maiga a été stupéfaite d'apprendre que l'ancien Premier ministre qui séjourne dans une clinique est interdit de toute visite. Personne n'a accès à lui. Ni son épouse, ni ses enfants, ni ses parents, ni son attaché, etc. n'ont plus le droit de lui rendre visite. Sans aucune explication. Nous estimons que c'est une séquestration qui ne dit pas son nom dès lors que la Justice n'a semble-t-il plus son mot à dire. En effet, dans la clinique, Soumeylou Boubèye Maiga est sous la garde des agents de la sécurité d'Etat qui n'acceptent pas les permis de communiquer délivrés par la Cour suprême.

Nous rappelons que le jeudi 13 janvier 2022, le conseil de santé, commis par l'Etat pour une contre expertise médicale, s'est réuni sur la nécessité de l'évacuation de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maiga. Les conclusions rendues sont identiques à celles de l'équipe pluridisciplinaire qui a pris en charge l'ancien qui avait conclu à l'impérieuse nécessité de son évacuation il y a de cela un mois. De son côté, la famille de Soumeylou Boubèye Maiga avait multiplié les contacts et entrepris des démarches auprès de certaines entités administratives et socio-religieuses.

La famille de Soumeylou Boubèye Maiga rappelle au président de la Transition sa responsabilité, en tant que garant de toutes les institutions et des droits fondamentaux de tous les citoyens et des droits de l'homme.

La famille de Soumeylou Boubèye Maiga saisit cette occasion pour exprimer sa profonde gratitude à tous ceux qui lui manifestent leur solidarité et assure les uns et les autres qu'elle fait face à la situation avec beaucoup de courage.

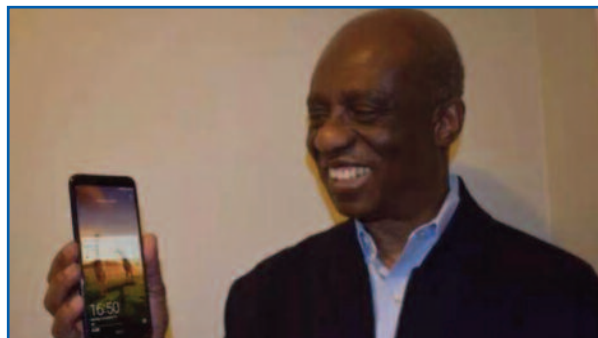
Bamako, le 7 Février 2022



■ Jeune Afrique Business



Professeur au MIT de Cambridge, aux États-Unis, ce chercheur d'origine congolaise conçoit des appareils électroniques qu'il commercialise depuis 2020 sous la marque Okapi. Des smartphones, ordinateurs, tablettes et chargeurs solaires dont la production vient de débiter à Kinshasa. #RDC



■ FIGARO DU MALI



Le gouvernement du Mali demande à l'UEMOA de lui notifier les sanctions illégales et illégitimes lui soient notifiées.

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DÉCENTRALISATION



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUE N°017 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la République du Mali constate avec regret que suite aux sanctions disproportionnées, inhumaines, illégitimes et illégales prises à l'encontre du Mali par la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) tenue, le 09 janvier 2022, à Accra en République du Ghana, la Commission de l'UEMOA n'a, jusqu'à ce jour, adressé aucune notification officielle aux Autorités maliennes, et ce malgré les démarches entreprises dans ce sens.

Ces démarches ont été effectuées suivant les notes verbales N°008/2022/AMOB/DF du 14 janvier 2022 et N°012/2022/AMOB/DF du 24 janvier 2022, auxquelles s'ajoute la visite du Chargé d'Affaires, ad interim du Mali à Ouagadougou accrédité auprès de la Commission de l'UEMOA ou l'accès aux responsables lui a été refusé malgré son statut de diplomate en poste.

Le Gouvernement de la République du Mali rappelle que la non notification desdites décisions de sanctions constitue une violation flagrante des textes et procédures qui régissent le fonctionnement de l'UEMOA.

Une décision de cette nature, au-delà de son caractère illégal, ne saurait être opposable à un Etat membre qu'après sa notification officielle.

Le Gouvernement de la République du Mali rappelle, en outre, que la situation politique actuelle au Mali est, entre autres, la résultante de la crise sécuritaire dans le Sahel face à laquelle les Forces armées maliennes sont fortement et pleinement engagées, avec à leurs côtés les partenaires, pour apporter une solution durable.

Aussi, le Gouvernement de la République du Mali invite instamment l'UEMOA à se conformer aux règles communautaires et par conséquent, à lever, dans un esprit de justice, d'équité et de solidarité ces sanctions inopportunes dont les conséquences socioéconomiques affecteront inéluctablement et durement les populations du Mali et celles de la sous-région ouest-africaine.

Le Gouvernement de la République du Mali, tout en renouvelant sa disponibilité pour le dialogue et la concertation, réaffirme son attachement aux idéaux de l'intégration africaine et dénonce l'instrumentalisation de notre organisation par des acteurs extérieurs à des fins inavouées.

Bamako, le 06 février 2022

**Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,**



Colonel Abdoulaye MAIGA
Chevalier de l'Ordre National



<https://m.facebook.com/minatdmlpost>

■ Jeune Afrique



Réélu en avril 2021 à la tête du pays pour un second et dernier mandat censé être « hautement social », Patrice Talon est chef de l'État, chef du gouvernement et chef des armées. Parviendra-t-il à maintenir la cohésion au sein de sa majorité, constituée de fortes têtes dont certaines songent déjà à 2026 ? Et au sein du pays ? #benin



■ MALI Infos "ANW KO MALI"



FARABOUGOU ENFIN LIBERE
 À la suite d'un combat farouche contre les GAT, les FAMAs ont infligé une lourde perte à l'ennemi et ainsi libéré #Farabougou dans la commune de Dogofri. Par la suite ils ont distribué à la population désœuvrée 30 tonnes de vivres.
 Les opérations de ratissages et de déminages se poursuivent.
 #Image_dillustration
 Source : Mairie et habitants de Dogofri
 #Mali_infos_anw_ko_Mali



■ MALI RAP BUZZ



Fatoumata Yaranangoré
 Quelque soit ta situation, n'oublies jamais que tu peux devenir ce que tu veux être avec la grâce du Tout Puissant !
 T'as capté



■ RFI



Après avoir perdu la finale de la CAN 2002 comme capitaine des Lions, et celle de 2019 comme sélectionneur, Aliou Cissé a une nouvelle occasion de remporter la Coupe d'Afrique des nations, ce dimanche 6 février face à l'Égypte. Histoire d'entrer définitivement dans la légende du foot sénégalais. #CAN2022



Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



Le Ministre Bakary Doumbia, a participé à la Cérémonie d'inauguration du siège de la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la recherche Scientifique (DGESRS) et de l'Agence Malienne d'Assurance de Qualité dudit département (AMAQ – Sup), initiée par son collègue en Charge de l'Enseignement Supérieur et de la recherche Scientifique Monsieur Amadou Keita. Présidé par Monsieur Choguel Kokala Maïga, le Premier Ministre, chef du Gouvernement, la cérémonie a regroupé d'autres départements, les partenaires techniques et financiers et les acteurs du secteur, ce lundi 07 février 2022 à Badalabougou sur la colline du Savoir.

Corrigé avec <https://www.corrector.co/fr/>



Renouveau FM/TV



#Mali: Le journaliste Birama Touré du journal Le Sphinx, porté disparu depuis janvier 2016 aurait été torturé à mort par la sécurité d'état de l'époque selon les conclusions de l'enquête publiée le 03 février par l'association Reporters sans frontières (RSF). Le journaliste Birama enquêtait à l'époque sur Karim Keïta, le fils du président IBK. #renouveautv



Perzan Fondateur du Pat



Il ne pouvait pas échoué

Sadio Mané ,le footballeur sénégalais qui a transformé son village natal de Bambali en une ville.

- ✓ Un lycée à 150.000.000FCFA
 - ✓ Un Hôpital 350.000.000 fcfa
 - ✓ Une Mosquée
 - ✓ Un terrain de foot en cours
 - ✓ Un station d'essence en cours de réalisation
 - ✓ Électrification du village
 - ✓ Remise d'une somme de 250.000f et d'un ordinateur aux meilleurs élèves du lycée
- Chaque ménage reçoit 50000fr CFA par mois dans son village.

Des ❤️ pour lui 🇸🇳🇸🇳🇸🇳



NIANG TV



Urgent

Me Marcel Ceccaldi, l'avocat de Karim Keïta, va porter plainte contre Reporters Sans Frontières (RSF) pour diffamation dans les heures qui suivent.

Financial Afrik



Le Groupe Sunu vient d'être agréé en Mauritanie à travers une société locale dénommée Sunu Assurance Mauritanie SA. L'agrément signé par le

ministre des Finances fait suite à une demande introduite en septembre dernier par le leader de l'assurance-vie en zone de la Conférence Interafricaine des Marchés de l'Assurance (CIMA), qui regroupe les marchés de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
#PathéDione #Sunu #SunuAssurancesMauritanieSA



■ Bréhima Traoré



Ça c'est la réalité, avant chaque tir au but, les égyptiens analysent chaque tireurs potentiels de l'autre équipe, ce qui permettait à Gabaski de se plonger du bon côté, donc c'est un travail collectif et scientifique. Seul le travail paye en matière de football.



■ Macky Sall



Champions d'Afrique !!! Quel match! Quelle équipe ! Vous l'avez fait! Beau moment de football, beau moment de communion et de fierté nationale. Tellement fiers de vous! Félicitations à nos héros ! Coupe bienvenue na! MERCI JÉRÉJÉF



■ Mamadou Ismaila KONATE



Vouloir apprécier le texte de l'Accord d'Alger pour la paix au regard contexte du moment et non celui du passé qui a permis d'arrêter la «guerre» et «l'annexion territoriale» peut conduire à des ruptures que même la bonne foi des acteurs ne saurait rétablir. #PourLeMaliJeSuis

■ Amb. Abdoulaye Diop



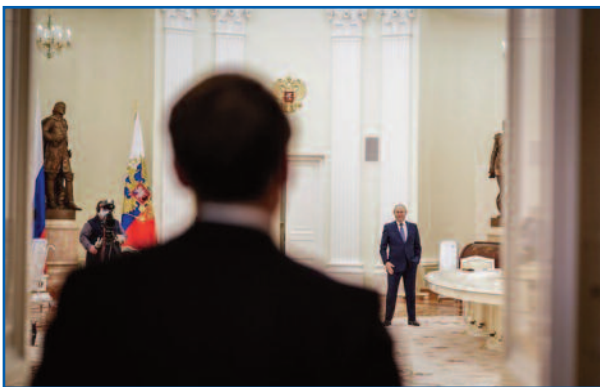
Bravo aux Lions du Sénégal Champions d'Afrique!



Emmanuel Macron



Officiel du gouvernement - France
 Commençons à bâtir une réponse utile pour la Russie, utile pour toute notre Europe, une réponse qui permette d'éviter la guerre, de construire les éléments de confiance, de stabilité, de visibilité. Ensemble.



Ousmane Sonko



1/4 - Depuis Porokhane où je me trouve actuellement pour une zierra en prélude au Magal prévu ce 10 février, date qui coïncide avec celle de mon installation à la Mairie de Ziguinchor, je viens de recevoir un appel du doyen Habib Sy m'informant que le Président Macky Sall...

Wassim Nasr



#Syrie #HTC condamne l'ops qui a tué Abou Brahim #El pour la morts de « 3 femmes & 5 enfants... le vrai terrorisme est celui du régime & des milices #Iran-iennes... leur fin signera la fin du terrorisme » rappelle sa guerre contre l' #El et nie sa connaissance préalable de l'ops US





DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Le président Macky Sall répond aux critiques sur les sanctions de la CEDEAO contre le Mali : « Ça fait plus de 20 mois que nous avons accompagné la transition malienne »



En marge du sommet de l'Union Africaine (UA) tenu ce samedi 05 février en Éthiopie, le Président sénégalais, Macky Sall, a réagi aux critiques sur les sanctions de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre le Mali. Il dénonce des confusions dans les discours contre l'organisation sous-régionale.

Les Chefs d'État de l'Union Africaine (UA) étaient réunis du samedi 05 au dimanche 06 février 2022 en Éthiopie pour le 35ème Sommet ordinaire de l'organisation. À l'ouverture des travaux, c'est le Président sénégalais, Macky Sall, qui a succédé à Félix Tchisekedi à la tête de l'organisation. Fraichement élu à la tête de l'Union Africaine (UA), Macky Sall s'est prononcé au micro de nos confrères sur la situation au Mali. Pour le Président sénégalais, « il y a beaucoup de faux procès contre la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'embargo au Mali : Il y a tellement de confusions entretenues à dessein qu'on a l'impression que la CEDEAO n'est là que pour les Chefs d'État ou pour sanctionner. Alors qu'avec le Mali, ça fait plus de 20 mois que nous avons accompagné la transition », a martelé Macky Sall. En effet, selon le nouveau Président de l'Union Africaine, la CEDEAO n'a aucunement eu l'intention de sanctionner d'emblée le Mali : « La CEDEAO a accepté la proposition de dix-huit (18) mois de la junte.

Source : NOUVEL HORIZON

Coopération FAMa-EUTM : Les capacités de combat de la 6ème Section du Batfar renforcées

La 6ème section du Bataillon des Forces Armées Reconstituées a bénéficié d'une formation initiée par l'EUTM. La cérémonie de remise des attestations a eu lieu, le vendredi 4 février 2022, au Camp Firhoun Ag Alinçar de Gao.

Il y avait au total 25 stagiaires à suivre cette formation du 10 janvier au 4 février 2022. Pendant ces 4 semaines, ils ont amélioré leurs connaissances en ISTC, en matière d'hygiène et secourisme, les EEI et le Combat Motorisé. A l'entame de ses propos, le Commandant de la

Mali : L'armée libère la commune de Farabougou du djihadisme



ESPÉRONS QUE CETTE FOIS SERA LA BONNE.

Farabougou, une localité de 3000 habitants dans le centre du Mali a été une première fois assiégée par les djihadistes de la Katiba Macina en octobre 2020. Puis après des négociations initiées par le Haut Conseil Islamique du Mali, le groupe armé avait levé l'embargo qui prenait cette ville en otage en mars 2021.

UN VILLAGE EN OTAGE

Mais cet accord bancal n'avait pas tenu longtemps et dès juillet 2021, Farabougou était à nouveau coupée du monde. Aucune possibilité d'y entrer ou d'en sortir, les habitants étaient ravitaillés par les avions de la MINUSMA. Après plus de sept mois de siège, le dimanche 6 février 2022, les Forces armées maliennes sont enfin entrées dans la ville. Farabougou respire à nouveau. C'est une bonne nouvelle pour les habitants d'abord, mais c'est aussi une pour l'armée malienne, le siège de cette localité était devenu le symbole de son impuissance.

Mondafrique

1ère région militaire, le Colonel Issa Bagayoko a, au nom du Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre, remercié l'EUTM pour tous les efforts consentis. Il a souligné que depuis 2013, l'EUTM entretient une fructueuse coopération avec les FAMa en général et l'Armée de Terre en particulier dans l'entraînement des unités avant leur déploiement. Selon lui, la 1ère région militaire est bénéficiaire de la conduite de l'EUTM dans son 5ème mandat. Le BATFAR, qui est une unité constituée pour sécuriser les grandes localités des régions du Nord, en bénéficie encore particulièrement, a-t-il souligné. Il espère la continuité de ces formations à travers la coopération. S'adressant aux stagiaires, le Colonel Bagayoko les a exhortés à mettre en œuvre les connaissances acquises, après une rude épreuve, au profit du secteur 1 et du Théâtre-Est de l'opération Maliko. Il a félicité les stagiaires pour leur bravoure avant de remercier les interprètes pour la facilitation de la transmission de ces connaissances. Le formateur, le Lieutenant Obrayane a, au nom de l'EUTM, remercié tous ceux qui se sont impliqués pour la réussite de cette formation en leur réservant un accueil chaleureux. Il a magnifié la pérennisation de ce genre de formation au profit des FAMa dans leurs missions futures. Le Lieutenant Obrayane a déclaré être stupéfait de l'assimilation des cours par les stagiaires ainsi que leur détermination dans l'accomplissement des tâches. Il a appelé les stagiaires à appliquer les connaissances acquises lors de la formation et les chefs d'être des exemples pour leurs subordonnés.

Source : Forces Armées Maliennes

Transition : La nécessaire révision de la charte



Un Conseil des ministres extraordinaire s'est tenu, le vendredi dernier, à Koulouba sous la présidence du Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi Goita. Il avait à son ordre du jour la convocation les membres du Conseil National de Transition (CNT) à une session extraordinaire pour réviser l'Acte fondamental qui est la Charte de la Transition du 12 septembre 2020.

Cette Charte de la Transition, adoptée par les Forces vives de la Nation, le 12 septembre 2020, prévoyait comme organes de la Transition : le Président de la Transition; le Conseil National de Transition et le Gouvernement de la Transition. Elle précise en son article 22 que la durée de la Transition est de dix-huit (18) mois à compter de la date de passation. Au fait, la Transition a été émaillée par plusieurs difficultés. Cette situation est due à plusieurs contraintes liées aux problèmes de gouvernance, aux difficultés de gouvernance conduisant à une lenteur dans la mise en œuvre des réformes liées, notamment à la défense, à la sécurité et à la refondation de l'Etat. On peut également faire cas de la gestion du front social et des urgences de défense et de sécurité. Il a fallu une rectification de la Transition survenue au bout de neuf (09) mois pour conduire à des changements dans le dispositif de gestion et de mise en œuvre de la vision de refondation ayant justifié son avènement. Aujourd'hui, l'urgence s'impose pour réviser la Charte de la Transition. Il s'agit de supprimer le poste de vice-présidence qui était établi ; élargir le nombre des membres du Conseil National de Transition (CNT) qui est de 121 membres pour permettre d'avoir une meilleure inclusivité; mentionnant également la nouvelle durée de la Transition. Il s'agit aussi de supprimer le nombre des ministres du Gouvernement mentionné dans l'ancienne Charte.

Il faut reconnaître que malgré la volonté claire et affichée des plus hautes autorités de la Transition de respecter le délai, acté par l'adoption du Plan d'Action du Gouvernement, la durée de la Transition se révèle intenable, au regard des réformes indispensables, d'où la nécessité de relecture de l'ancienne Charte. Les Forces vives de la nation se réunies et ont formulé des recommandations lors des Assises Nationales de la Refondation. Cette relecture de l'Acte fondamental de la Transition va permettre de procéder aux réformes nécessaires en vue d'une réalisation efficiente des objectifs de la Transition.

Il s'agit donc de faire adopter des nouvelles dispositions dans la Charte

Rencontre des mouvements armés à Rome : Le gouvernement s'engage à accompagner et à appuyer le CSP



Sur invitation de l'ONG ARAPACIS, les leaders du Cadre Stratégique Permanent (CSP) ont séjourné en Italie du 30 janvier au 3 février 2022. Une délégation du Gouvernement conduite par le Colonel Ismael Wague, ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la paix et une autre de la deuxième tendance de la Plateforme ont également été invitées.

Le CSP, se voulant inclusif à l'ensemble des parties prenantes à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale issu du Processus d'Alger, y compris aux acteurs de la société civile, a pris part à cette réunion de Rome qui avait principalement pour but de s'entendre sur les modalités d'adhésion, de direction et de participation audit cadre. C'est ainsi qu'après trois jours d'intenses mais fructueuses discussions, un document intitulé « Accord de principe de Rome » a été signé entre les parties présentes. Plusieurs points d'accord ont été énumérés dans le document parmi lesquels une large ouverture du CSP à d'autres composantes, l'adoption d'une devise pour le CSP. Une présidence tournante entre les parties membres du CSP et l'accélération de la mise en œuvre de l'accord. Le Gouvernement s'engage à accompagner et appuyer les actions du CSP allant dans le sens de la Paix et de la réconciliation nationale. Le Cadre Stratégique Permanent remercie le Gouvernement Italien et l'ONG ARAPACIS INITIATIVE pour n'avoir ménager aucun effort afin de faciliter ces discussions qui ont abouti à cet accord accepté de tous. Le CSP félicite le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la paix et les différentes parties présentes à ces discussions pour ces échanges fraternels et conviviaux qui ont abouti aux résultats escomptés. Enfin, le Cadre Stratégique Permanent informe qu'il organisera dans le plus bref délai une réunion extraordinaire de son comité d'orientation politique pour examiner le contenu de cet accord de principe afin de le respecter conformément à l'engagement pris et s'atteler à sa mise en œuvre. Le CSP en appelle à l'accompagnement de toute la Communauté Internationale, et particulièrement de la médiation internationale au Mali, en vue de faire de cet accord de principe une opportunité pour booster la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Bamako, le 04 Février 2022

Pour le CSP Le Porte-parole Moussa Ag Acharatoumane

Source : 22 Septembre

de la Transition, conformes aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation dans le but de mener des réformes nécessaires pour la bonne marche du pays.

Seydou Diamouténé / Source : 22 Septembre



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



MOBILIER DE BUREAU




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Administration Territoriale : Deux joyaux pour Koutiala

Le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye Maïga, a procédé, dans la Commune urbaine de Koutiala, le jeudi 3 février dernier, à l'inauguration du nouvel Hôtel de Ville et de la Gare routière de Sincina. C'était en présence des autorités administratives et politiques locales, des partenaires techniques et financiers... Montant global des deux joyaux (mairie et gare routière), 724, 156 million F CFA, en raison de 379, 689 millions F CFA pour la Gare routière à Sincina et de 344, 467 millions F CFA pour le Bâtiment principal de la Mairie et ses voies d'accès.

Le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye Maïga, s'est dit heureux d'être parmi les populations de Koutiala pour présider cette cérémonie d'inauguration des infrastructures financées par la Direction de la Coopération Suisse (DDC), à travers le projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM). « Le PACUM, 4ème Projet urbain du genre, mis en œuvre pour appuyer l'opérationnalisation des stratégies et politiques en faveur du développement des villes du Mali, est une initiative du Gouvernement pour promouvoir le développement des Communes urbaines de ses zones d'intervention. Ladite initiative de promotion du développement des Communes s'inscrit en droite ligne des orien-

tations du Plan d'action du Gouvernement de Transition sous l'impulsion du Premier ministre, Chef du Gouvernement. Elle est également confortée par les conclusions récentes des Assises Nationales de la Refondation, tenues du 11 au 30 décembre 2021», a précisé le ministre Maïga. Et de poursuivre : « Ainsi, le renforcement des acquis de la politique nationale de décentralisation est une des préoccupations majeures du Gouvernement dans le cadre des réformes publiques envisagées pour la refondation de l'Etat "Mali-Koura" sous la Haute autorité de SE le Colonel Assimi GOÏTA, le Président de la Transition et Chef de l'Etat ». Le ministre a apprécié l'accompagnement de tous les partenaires techniques et financiers en appui au processus de décentralisation, et

particulièrement la Coopération Suisse et la Banque Mondiale qui ont contribué au financement du projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali. Ce projet novateur a été orienté exclusivement à la réalisation d'infrastructures scolaires, économiques, de voiries et drainages, d'hydrauliques, de santé et diverses, selon le ministre. « Pour cette circonstance, la Commune de Koutiala montre la voie à suivre, celle de l'investissement dans des projets structurants comme la Gare routière tout en améliorant le cadre de travail et les conditions d'accueil des usagers à travers la construction d'un nouvel hôtel de ville communément appelé MAIRIE », a commenté le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

Par ailleurs, il a remercié la Coopération Suisse qui a développé un partenariat dynamique avec les Collectivités territoriales de la Région de Koutiala, une de ses zones d'intervention et plus spécifiquement la ville de Koutiala, avant d'inviter le Conseil communal de Koutiala ainsi que les populations, à faire un bon usage des équipements ainsi mis à leur disposition, pour qu'ils perdurent dans le temps.

Mohamed Sylla
Source : L'Aube



Dividende Démographique : ONDD renforce les compétences des membres de son Comité Scientifique et Technique

L'Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) a organisé un atelier de formation des membres du comité scientifique et technique sur le dividende démographique, sa mesure et ses implications en termes de planification stratégique et opérationnelle. Cet atelier s'est tenu ce mercredi 2 février 2022 à DIAMCIS/ Banakoro.

Cette première session de renforcement des capacités a regroupé une trentaine de participants regroupant les membres du comité scientifique et technique, des cadres de l'ONDD et des experts impliqués dans les processus de planification stratégique et de gestion du développement. Elle permettra également de contribuer à une planification et une gestion efficace du développement tenant compte de la dynamique démographique et des questions de population en général.

Pour le Directeur Général de l'ONDD M Sabou Doumbo, l'objectif d'atteindre le dividende démographique en profitant de la forte proportion de la jeunesse constitue une orientation majeure de l'Union Africaine (Agenda 2063) en particulier pour les pays au sud du Sahara. Cette volonté a conduit à la formulation d'une feuille de route de l'Union Africaine pour la capture du dividende démographique. La mise en œuvre de la feuille de route et du cadre « l'Afrique que nous voulons » nécessite la mise en place de structures pouvant, sur la base de méthodologies adaptées et de processus harmonisés, élaborer des rapports sur les différentes dimensions du dividende démographique pour orienter la prise de décision.

Selon le Président du Comité Technique et Scientifique de l'ONDD M Sadou Mamadou Diallo, c'est pour répondre à ces engagements, le Gouvernement du Mali, avec l'appui de ses partenaires notamment la Banque Mondiale et l'UNFPA, a mis en place l'Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) à travers la loi N° 2019- 016 du 03 juillet 2019. Établissement Public à caractère scientifique et technologique, l'ONDD a pour mission principale d'entreprendre des études et recherches dans le domaine de l'économie générationnelle et d'assurer le plaidoyer et le renforcement des



capacités nationales en matière de suivi du dividende démographique. Cette mesure constitue également un indicateur attendu dans le cadre de la mise en œuvre du projet SWEDD. Aujourd'hui, tous les pays participants au projet SWEDD et d'autres disposent d'un Observatoire du dividende démographique, prenant référence sur le cas du Mali.

Ajouté il que le Comité scientifique et technique constitue donc un organe consultatif de l'ONDD car il est chargé : de donner son avis sur les orientations en matière d'études et de recherches, le programme les rapports d'activités et les programmes de partenariat de l'Observatoire, de faire des propositions en matière de méthodologies et de documentation scientifique, technique et technologique.

Les différentes présentations qui ont été présentées lors session de renforcement des capacités sont : le dividende démographique et ses dimensions dans le cadre des ONDD ; Couverture de la dépendance économique ; Qualité du Cadre de Vie ; Transition de la pauvreté ; Développement Humain élargi ; Réseaux et Territoire ; Indice Synthétique de Suivi du Dividende Démographique ; Échanges sur les perspectives : Idées de recherches en lien avec le dividende démographique et l'économie générationnelle ; Propositions pour une participation efficace des membres du CST aux activités de recherche, de communication et de plaidoyer de l'ONDD.

Bokoum Abdoul Moini

Cercle de Bla : Un gendarme "braqueur" appréhendé pour vol de véhicule !

Il était 5H45 le dimanche 30 janvier dernier lorsqu'un transitaire a été sommé de descendre de son véhicule par deux coups de feu en l'air d'un gendarme dont les initiales sont J.M.S. Lequel ne tardera pas à disparaître dans la nature avec le véhicule volé. Il n'ira pas loin. Oui ce gendarme en service à Koutiala a été arrêté au poste de contrôle de Pélingana (Ségou).



BLA

L'Etat malien, ses dernières années, a consenti beaucoup d'efforts pour équiper les forces armées et de sécurité en armes adéquates. Cela, en vue de leur permettre à mieux faire face aux nouvelles menaces sur la sécurité du pays. Mais curieusement, certains agents véreux utilisent ces armes à mauvais escient. Ainsi, au lieu de faire face aux menaces, ils deviennent sources de menace pour les paisibles citoyens. C'est le cas de cet agent de la Brigade de gendarmerie de Koutiala, dont les initiales de ses noms et prénom sont JMS. Il est présumé coupable d'un braquage avec arme.

Que gagne un gendarme en se comportant de la sorte ? Eux qui ont pour mission de sécuriser, protéger ou encore de veiller sur le pays en général et en particulier sur les citoyens. Ce gendarme en faction à Koutiala semble oublier son devoir en braquant avec son arme un transitaire à Bla en vue de lui déposséder de sa voiture d'une grosse marque, le dimanche 31 janvier 2022 tôt le matin.

D'après notre source à Bla, ce braquage s'est produit à 5h45 au rond-point de Bla devant la Maison des Jeunes. En effet, un transitaire à bord de sa voiture a été contraint de sortir de son véhicule. Lorsque le pauvre transitaire a voulu voir clair dans cette étrange situation, sa surprise fut grande d'entendre des coups de feu en l'air par son braqueur. Qui n'était autre qu'un agent de la Gendarmerie Nationale en service à Koutiala. Au moment des faits, il était habillé en sous-vêtement blanc à visage découvert. Ainsi, devant le regard impuissant du transitaire et de quelques personnes témoins de la scène, une fois en possession du véhicule, il démarre à vive allure en direction de la ville de Ségou, laissant derrière lui sa propre voiture.

Après cette scène digne d'un film hollywoodien, des bonnes volontés assistant à la scène ont illico informé le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Bla, le Lieutenant Balla Diarra. Lequel à son tour aura alerté la Garde Nationale où le tout nouveau Lieutenant, Mo-

hamed Ould Kounta, a mobilisé une trentaine d'éléments en vue de se lancer à la poursuite du malfrat, nous apprend notre source.

A la suite de cela, Lieutenant Mohamed Ould Kounta et ses hommes ont fini par maîtriser le gendarme voleur au niveau du poste de contrôle de Pélingana (Ségou). Avec professionnalisme, ils ont réussi à l'encercler sans perturber la quiétude des personnes présentes, avant de le mettre hors d'état de nuire. Toujours aux dires de notre source dans le Cercle de Bla, le gendarme en question, avant d'être muté à Koutiala, aurait servi pendant environ sept mois à Bla et serait le fils d'un commandant de la Gendarmerie Nationale. Après son arrestation, il a été mis à la disposition du poste de Gendarmerie de Pélingana. Un cas qui mérite de servir d'exemples à d'autres agents animés des mêmes intentions malveillantes.

Par Mariam Sissoko
Source: Le Sursaut

Inauguration du siège de la DGESRS et de l'AMAQ-SUP : L'infrastructure a coûté 1 091 000 000 FCFA

Le siège de la direction générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (DGESRS) et de l'Agence Malienne d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur (AMAQ-SUP) a été inauguré, le lundi 7 février 2022 par le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. C'était en présence du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique Pr Amadou Keita, du ministre des transports et des infrastructures, du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle et du maire du district de Bamako.

Le bâtiment construit sur quatre niveaux (R+3) a coûté un milliard quatre-vingt-onze millions de francs et contribuera au rayonnement de l'enseignement supérieur. Cette bâtisse a été construite en 18 mois. La représentante du maire de la commune 5, Mme Haïdara Oumou Touré, en prenant la parole s'est réjouie de la construction de ce bâ-

timent dans sa circonscription qui vient augmenter le parc des infrastructures. Selon elle, la construction de ce bâtiment résulte de la vision et de la volonté des plus hautes autorités à doter nos universités d'infrastructures adéquates ultramodernes pour leur permettre de travailler dans un environnement sain et apaisé afin d'accomplir à hauteur de souhait

les missions assignées à elles par l'Etat. Ce bâtiment est un joyau architectural qui regroupera à en son sein tous les travailleurs de l'enseignement supérieur avec toutes les commodités requises. Compte tenu de sa mission de contribuer à assurer la qualité du système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des filières de formations l'AMAQ Sup mérite d'avoir un bureau autonome pour l'atteinte des objectifs à elle assignés dans un monde de plus en plus compétitif.

Pour sa part, le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Pr Amadou Keita a profité de cette occasion pour remercier de vive voix les plus hautes autorités de la Transition pour l'attention particulière qu'elles ne cessent d'accorder au sous-secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique malgré les multiples crises qui continuent à de secouer notre pays. A la faveur du forum national sur l'éducation, tenu en 2008, et particulièrement de la concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur, le gouvernement de la République du Mali a engagé un vaste chantier de réformes dont l'objectif est de faire de l'enseignement





supérieur et de la recherche scientifique le fer de lance d'une économie nationale compétitive, socle du développement.

« En effet, les diagnostics posés lors de forums nationaux et autres études sectorielles pointaient tous la faible efficacité du pilotage central alors même que les institutions d'enseignement supérieur avaient besoin d'un encadrement et d'un accompagnement leur permettant de satisfaire la demande nationale de formation non seulement de cadres compétents, mais aussi et surtout d'une main d'œuvre hautement qualifiée. Le système était également marqué par un management politique direct qui avait tendance à affaiblir l'administration des services centraux, les empêchant ainsi de remplir leurs rôles dans la structuration, la régulation et le fonctionnement du sous-secteur.

Au regard de l'évolution des enjeux incontournables de l'enseignement supérieur dans le développement du pays, le Gouvernement de la République du Mali avait obtenu auprès du groupe de la Banque Mondiale un financement pour la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développe-

ment de l'Enseignement Supérieur (PADES). Le PADES, qui s'est achevé en juin 2021, avait comme principal objectif d'améliorer le système de l'enseignement supérieur de manière à le mettre à hauteur des défis pour être capable de répondre aux besoins en main d'œuvre qualifiée de l'économie nationale. Une partie des fonds du PADES a servi à la réalisation d'infrastructures dont la plus emblématique est cette bâtisse », a-t-il souligné. Et d'ajouter : « Dans cette logique, la réforme globale du système de l'enseignement supérieur a insufflé une nouvelle dynamique qui encadre l'autonomie des Institutions d'Enseignement Supérieur et renforce le pilotage du système en créant, d'une part une agence autonome d'assurance-qualité sous le nom d'Agence Malienne d'Assurance Qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (AMAQ-SUP), et de l'autre, une administration centrale renforcée (la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique -DGESRS). Ce nouveau siège de la DGESRS et de l'AMAQ-SUP, s'inscrit dans cette perspective et est la manifes-

tation de la volonté de notre pays de transformer le visage du sous-secteur de l'enseignement supérieur ».

Cependant, certaines difficultés demeurent et nous mettons en place les mécanismes appropriés au moment opportun pour maintenir l'élan de développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Enfin, il a remercié également l'ensemble des acteurs maliens, notamment l'Unité de gestion du PADES qui avait à sa tête le Pr Bakari Cissé, le Consortium ENI-ABT/ESIAU, le Directeur Général et l'ensemble des ouvriers de l'Entreprise Madi Keita (EMK), la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, l'Agence Malienne d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique pour leurs rôles respectifs dans la réalisation de cet imposant bâtiment.

Conscient que l'enseignement supérieur joue un rôle prépondérant dans le développement d'un pays, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, a déclaré que la mondialisation de l'économie du savoir requiert une exigence de qualité et constitue une opportunité pour notre pays en particulier en ces moments difficiles. Le gouvernement travaille d'arrachepied pour refonder notre Etat fortement mis à mal dans toutes ses composantes par cette crise. L'une des options majeures de la résolution de la crise actuelle est l'accroissement des investissements dans la formation du capital humain indispensable pour la relance économique et la modernisation de l'administration. L'éducation est considérée comme un bien public, elle est au cœur des politiques nationales et occupe une importante dans le plan d'action du gouvernement adopté par le Conseil national de transition

Le premier ministre a déclaré que ce bâtiment est le fruit de la coopération entre le Mali et la Banque mondiale. Dr Choguel Kokalla Maïga, a mis à profit cette cérémonie pour lancer un appel aux acteurs de l'école afin de faire de l'école le creuset de la Nation. « **Aucun pays ne s'est développé sans un système éducatif performant** » a-t-il conclu.

La coupure du ruban symbolique et la visite des locaux ont mis fin à cette cérémonie d'inauguration.

■ Ibrahim Sanogo

Meeting d'information du Collectif pour la Route R.N30 : **Bientôt le lancement des travaux de construction et de bitumage de la route Dioïla-Domba-Koualé**



L'honorable Me Zoumana N'Tji Doumbia, accompagné d'une forte délégation s'est rendu à Sanso, le dimanche 06 février 2022, pour prendre part au meeting d'information organisé par le Collectif pour la Route Nationale R.N30. En effet, ledit projet vient de bénéficier d'un financement grâce à l'implication des élus membres du collectif. Avec un financement acquis grâce à l'implication des leaders des régions de Bougouni et Dioïla. La cérémonie d'information a enregistré la présence de l'honorable Mahamadou Diarrasouba, du Sous-préfet de Sanso, des élus, notabilités, membres du collectif.

Dans son intervention, Me Zoumana N'Tji Doumbia a souligné que la réalisation de cette route contribuera à faciliter et renforcer les échanges commerciaux ; à mettre en valeur les énormes potentialités minières, fruitières et agricoles, à contribuer à inverser le cercle vicieux de la pauvreté, à favoriser l'accès aux

zones de production dans les différentes communes. Elle permettra aussi, dira-t-il, sans nul doute de développer l'économie locale à travers l'accroissement d'activités génératrices d'emplois, et aussi d'améliorer le cadre de vie des populations et leur bien-être.

Selon le représentant des Maires, Seydou Togola, le rêve du Banico est devenu une réalité grâce à l'effort des natifs de la localité. Pour lui, cette route de l'espoir, du développement économique, social et culturel est comme un vaisseau sanguin dans un corps humain pour les régions de Bougouni et Dioïla. En chœur, l'ensemble des intervenants ont confirmé que la réalisation de cette route assurera l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation en toute sécurité et leur acheminement à moindre coût dans le reste du pays et vers d'autres unités de transformation et relèvera l'impact économique de la route Dioïla-Domba-Koualé.

Le collectif se dit satisfait de la concrétisation du projet et se fixe désormais comme objectif l'obtention du financement pour la deuxième phase du projet qui permettra un rallongement du tronçon jusqu'à Kebila. La cérémonie fut clôturée par une remise de sonorisation et bâches pour la jeunesse de Sanso, des matelas pour les centres de santé communautaire des différents villages. Cette donation a été faite par M. Youssef Haidara, entrepreneur et membre du collectif. Il faut rappeler que le Collectif pour la Route Nationale R.N30, composé des enfants du terroir, est engagé sur tous les fronts pour le développement socioéconomique et culturel de la zone, et cela depuis des années.

Vivement donc la cérémonie de lancement des travaux de bitumage de cette route qui suscite tant d'espoir dans la zone.

■ Yama DIALLO

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



CEDEAO : Qui sont les Présidents mal élus ?

Outrepassant les textes de la CEDEAO et mobilisant abusivement l'UEMOA, nos Chefs d'Etat ont imposé au Mali, le 9 janvier 2022, une série de mesures excessives et punitives. Ces décisions expéditives prises contre un pays membre aux prises avec une insécurité grandissante, à la menace de désintégration du territoire et surtout abandonné depuis quelques mois par son principal partenaire, la France, visent à asphyxier le Mali et précipiter dans la famine une population déjà meurtrie par la violence terroriste. Ces sanctions illégales annoncées dès le 06 décembre 2021 par la Ministre française des armées (dont le pays n'est pas membre de la CEDEAO) posent un profond problème d'éthique.

La majorité des Chefs d'Etat de l'UEMOA partisans des sanctions extrêmes contre les violations des constitutions et qui siègent également à la CEDEAO, sont largement mal élus pour servir de modèles de démocrates ou donner des leçons aux militaires. Qui sont-ils?

1. M. Alassane Dramane Ouattara (Cote d'Ivoire) : Auteur d'un coup d'Etat constitutionnel rocambolesque imposant son 3e mandat au peuple ivoirien et à la CEDEAO, ADO est un des principaux protagonistes de la crise post-électorale ayant coûté la vie à plus de 3 200 de ses concitoyens. Venu au pouvoir à bord des chars des ex-rebelles de l'armée française, le Président ivoirien est prêt à tout pour préserver les intérêts de la FrancAfrique. Son 3e mandat acquis dans la violation des textes et une violente répression de l'opposition contribue encore à profondément diviser le pays. Ayant fait éliminer ses principaux concurrents de course en dépit d'une décision défavorable de la cour africaine des droits de l'Homme, ADO se fera facilement « élire » avec ... 95,31 % des voix !

2. M. Mohamed Bazoum (Niger) : Il n'a pas de sang sur les mains mais il tout aussi mal élu qu'ADO. Imposé au niveau de son parti par Mahamadou Issoufou, alors Président du Niger, son élection a été l'une des plus contestées de l'histoire du Niger et continue d'être remise en question. Emailé de violences, de braquages d'urnes et de nombreuses irrégularités, le scrutin ayant porté Bazoum au pouvoir fait encore l'objet d'un procès devant la cour de la

CEDEAO : Les Présidents mal élus



Alassane Ouattara

Mohamed Bazoum

Macky Sall

Patrice Talon

Faure Eyadema



Energie d'Afrique

Le changement s'impose

CEDEAO suite à une plainte de son adversaire, Mahamane Ousmane qui s'estime vainqueur.

3. M. Faure Gnassingbé (Togo) : Ayant hérité du pouvoir suprême à la suite du décès de son père le 5 février 2005, l'ancien député de Blitta ne prétend même pas être un démocrate. Il est à son 4e mandat et jouit de la bienveillance de l'armée qui n'hésite pas à descendre dans les bureaux de vote pour « corriger » le choix des électeurs. Avec son père, Eyadema Gnassingbé, sa famille totalisent 55 ans de règne sans partage à la tête du Togo.

4. M. Patrice Talon : Arrivé au pouvoir avec la sympathie des nationalistes africains voyant en lui le vainqueur de M. Lionel Zinsou, agent zélé de la FrancAfrique, le roi du coton va vite révéler sa vraie nature. A l'aide de procès et de contraintes administratives en tout genre, il va contraindre à l'exil ou jeter en prison ses principaux opposants et alliés. Pour garantir son deuxième mandat il usera d'une série de tours de passe-passe pour modifier la loi électorale de manière à éliminer les principaux partis et candidats concurrents. Ayant compété avec quelques figurants sans poids électoral, il se fera réélire pour un deuxième mandat le 11 avril 2021 avec 86,36 % des voix.

5. M. Macky Sall : Il est le plus subtil des cinq et ses élections sont probablement régulières. Toutefois, comme M. Talon et ADO, il ne se prive pas d'utiliser l'appareil judiciaire pour éliminer deux de ses principaux adversaires. Son opposant le plus en vue, Ousmane Sonko, allait subir le même sort en mars 2021 n'eut été la mobilisation massive et active de ses militants à travers tout le pays pour freiner un harcèlement judiciaire destiné à l'éliminer politiquement. Les adversaires de Macky Sall le soupçonnent de caresser le rêve d'un 3e mandat.

Source : Energiesdafrique Nassemanaye
Lechangementsimpose

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Le naufrage et l'offense : « Le Mali est à rendre aux maliens »

« Toute société impérialiste voit dans l'autre la négation de l'idéal qu'elle s'efforce, elle-même, d'atteindre. Elle cherche à le domestiquer en l'attirant dans le champ d'application de son idéal et en l'y situant au degré le plus bas » Wolfgang Sachs



1. QUE SOMMES-NOUS DEVENUS AU MALI ?

« A qui allons-nous rendre les clés ? » est la question posée par Pierre Lellouche, député UMP et Président du groupe Sahel de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale française à propos du Mali. C'était le 22 avril 2013, lors du débat parlementaire qui a précédé le vote de la prolongation de l'opération Serval. Comme pour lui répondre, Hervé Morin, ancien ministre (UMP) de la Défense dit « Mais il n'y a personne à qui passer la main ». Comme une lettre à la poste, la prolongation demandée a été adoptée à l'unanimité. S'agissant de l'organisation de l'élection présidentielle en juillet 2013. La France officielle est non seulement unanime mais intransigeante.

Je serai « intraitable » a prévenu le Président François Hollande. Ce mot est dans toutes les têtes ici et nous a blessés. Le ministre de la Défense Jean Yves Le Drian estime à ce sujet qu'« il faut dire les choses fortement » (RFI). Les Maliens qui ont accueilli le Président François Hollande en libérateur s'imaginaient que l'Opération Serval débarrasserait rapidement

leur pays de Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et ses affiliés d'Ansar Dine et du MUJAO et que la vie reviendrait comme avant. L'intervention militaire a incontestablement réduit la capacité de nuisance des djihadistes en tuant quelques centaines et en détruisant d'énormes stocks d'armes et de carburant. Mais les villes de Gao et Tombouctou sont libérées sans l'être totalement puisque des groupes que le discours officiel qualifie de « résiduels » opèrent dans ces localités et y commettent des attentats. Fait plus préoccupant, Kidal est entre les mains du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNL) qui interdit à l'armée malienne d'y accéder.

De peur de s'enliser, la France revoit ses effectifs à la baisse sans pour autant se retirer. Sa coopération avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la mobilisation des troupes africaines de la Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA) étant loin d'être satisfaisante. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies au Mali (MINUSMA) entrera en action en juillet.

La France ne s'enliser pas. Mais dans quelle aventure a-t-elle embarqué notre pays alors

qu'il ne s'y était pas préparé ? Et quel Mali laisserons-nous aux générations futures ? Celui où le départ du dernier soldat français a été l'un des temps forts de sa décolonisation et qui aujourd'hui perd ce qui lui restait de souveraineté ?

Confiant dans son rôle de libérateur, le Président Hollande nous a promis lors de son passage à Bamako une nouvelle indépendance, « non pas contre le colonialisme, mais contre le terrorisme ». Comme s'il appartenait à la France de nous sauver d'un péril, auquel elle n'est pas étrangère si l'on remonte à son intervention en Libye.

L'Homme malien est-il suffisamment entré dans l'histoire ? Est-il sujet de son propre devenir de manière à jouir de son droit de dire « non » aux choix et aux décisions qui engagent son destin ?

La militarisation comme réponse à l'échec du modèle néolibéral dans mon pays est le choix que je conteste. Interdite de séjour dans les pays de l'espace Schengen, je regarde avec admiration et respect, la mobilisation et la détermination des peuples d'Europe à lutter contre le même système qui, en toute quiétude, nous broie, ici en Afrique.

2. L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME MALIEN « GAGNANT »

Le Mali ne souffre pas d'une crise humanitaire et sécuritaire au nord du fait de la rébellion et de l'islam radical et d'une crise politique et institutionnelle au sud en raison du coup d'Etat du 22 mars 2012. Cette approche réductrice est la première et véritable entrave à la paix et la reconstruction nationale. Nous avons assisté surtout à l'effondrement d'un capitalisme malien prétendument gagnant au coût social et humain fort élevé.

Ajustement structurel, chômage endémique, pauvreté et extrême pauvreté, sont notre lot depuis les années 80. La France et les autres pays européens ont juste une trentaine d'années de retard sur le Mali, et ses frères d'infortune d'Afrique, soumis depuis plus de trois décennies à la médecine de cheval du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale.

Selon le CNUCED (rapport 2001), l'Afrique est le continent où la mise en œuvre des PAS a été la plus massive, la plus poussée et la plus

destructrice le long des décennies 80 et 90 au cours desquelles les institutions internationales de financement ne se sont préoccupées que de la correction des déséquilibres macro-économiques et des distorsions du marché en exigeant des Etats des documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

Le credo de Margaret Thatcher « There Is No Alternative » (TINA) marche à merveille sous nos cieux. Il revient à dire au plan économique « libéralisez vos économies à tout prix », au plan politique « Démocratisez selon nos normes et nos critères » et dans le cas du Mali « votez en juillet ». A cet agenda, suffisamment périlleux, s'ajoute, à présent, le volet militaire « sécurisez vos pays selon nos méthodes et conformément à nos intérêts ». Sacrifié sur l'autel du commerce dit libre et concurrentiel, mais parfaitement déloyal comme l'illustrent les filières cotonnière et aurifère, et sur celui de la démocratie formelle, le Mali est en train de l'être, également, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La rébellion du Mouvement Nationale de libération de l'Azawad (MNL), le coup d'Etat, et le recrutement des jeunes chômeurs et affamés au nord comme au sud du pays par AQMI, Ansar Dine et MUJAO s'inscrivent dans un environnement national explosif. Il a été marqué en fin 2011 et début 2012 par des marches de protestations contre la vie chère, le chômage, la précarité, le référendum constitutionnel, la question foncière, la corruption et l'impunité. Mis à part la petite minorité des nouveaux riches, c'est le peuple malien qui est le grand perdant de l'ouverture de l'économie nationale aux forçeps. Il est diverti par le discours mensonger et soporifique sur l'exemplarité de notre démocratie et de nos performances économiques qui étaient semble-t-il les meilleures de l'UEMOA. Les voix discordantes sont ostracisées.

3. DENI DE DEMOCRATIE

Démocratique à l'intérieur de ses frontières, lorsqu'on considère la teneur et la vivacité du débat dans l'hémicycle et dans la rue sur le mariage pour tous, par exemple, elle se montre intraitable dans ses relations avec le Mali. Ne pas voir le moindre mal dans son retour en force. Ne rien savoir de ses desseins ou faire semblant de ne pas savoir. Chanter et danser à sa gloire si l'on veut être dans ses bonnes

grâces, exister politiquement et circuler librement en Europe. S'y refuser, reviendrait à ne pas être avec elle, donc contre elle. On se croirait au lendemain des attentats du World Trade Center aux Etats-Unis d'Amérique en 2001, au moment où le Président américain Georges W Bush déclarait : « Ou bien on est avec nous, ou bien on est avec les terroristes ». Dans mon cas ce sont les idées de gauche sur les ravages de la mondialisation néolibérale en Afrique qui sont devenues subversives. Elles m'avaient pourtant valu d'être l'invitée du Parti Socialiste à son université de la Rochelle en 2010.

Pour brouiller le sens de mon discours et de mon combat j'ai été qualifiée d'abord de putschiste et d'anti-CEDEAO, avant l'étape actuelle de mon assignation à résidence. Je suis redevable à Karamoko Bamba du mouvement N'KO de cette pensée africaine selon laquelle « celui qui a le fusil ne s'en sert pas pour prendre le pouvoir. Et celui qui détient le pouvoir l'exerce dans l'intérêt du peuple et sous son contrôle ».

Pourquoi devais-je faire porter l'entière responsabilité de l'effondrement de l'Etat aux laissés-pour-compte d'une armée gangrenée, comme les autres institutions de la République, par la corruption, le népotisme et l'impunité ? Il ne peut être reproché aux militaires de ne pas savoir défendre un pays dont les élites politiques et économiques, non seulement acceptent de l'ouvrir au marché dans les pires conditions mais en profitent pour s'enrichir. Le naufrage est d'abord le leur pour avoir revendiqué un modèle économique qui rime avec le désengagement et le délitement de l'Etat, la ruine des paysans, la clochardisation des troupes et le chômage endémique. S'ils n'avaient pas les moyens d'appréhender les ravages du système dans les années 80, nos dirigeants politiques ne peuvent plus l'ignorer au regard de l'impasse dans laquelle ce système a conduit la Grèce, l'Espagne, le Portugal, Chypre et... la France, leur mode de référence.

4. DE L'OSTRACISATION A LA CRIMINALISATION

C'est le 12 avril au moment de me rendre à Berlin à l'invitation de la gauche allemande (Die Linke) et à Paris à celle du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) que j'ai appris que j'étais

devenue persona non grata en Europe à la demande de la France. Il en est de même pour Oumar Mariko, le Secrétaire général du parti SADI (Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance). L'ambassade d'Allemagne m'a donné un visa qui m'a permis de me rendre à Berlin en passant par Istanbul (Turquie) au lieu d'Amsterdam (Pays-Bas) comme initialement prévu. Quant à l'étape de Paris, elle a tout simplement été annulée.

J'ai pris connaissance de mon statut de persona non grata par le message suivant qui m'a été adressé par la Fondation Rosa Luxembourg.

« L'ambassade d'Allemagne à Bamako nous a informé ce matin que la condition indispensable pour votre visa pour l'Allemagne est que vous ne voyagez pas via un pays de Schengen. C'est pourquoi nous avons acheté un nouveau ticket (des vols via Istanbul/Turquie) que vous trouvez ci-joint. Je suis désolé que de ce fait, vous n'ayez pas la chance de rester trois jours à Paris. Mais l'ambassade d'Allemagne nous a informés que la France a empêché qu'on vous donne un visa pour tous les pays Schengen. On va venir vous chercher à l'aéroport à Berlin lundi. »

L'Association « Afrique Avenir » en co-organisatrice de l'une des conférences à Berlin a protesté et ses principaux partenaires ont réagi à leur tour. Je remercie tous ceux qui m'ont témoigné leur solidarité et rappelle ici le sens de mon combat, pour ceux qui considèrent que la France a le droit de porter atteinte à ma liberté de circulation en raison de mon désaccord avec Paris lorsqu'il ne pratique que la politique de ses intérêts.

Qui peut me reprocher ce que les auteurs du rapport d'information du Sénat français disent si clairement en ces termes « La France ne peut se désintéresser de l'Afrique qui est, depuis des décennies, sa profondeur stratégique, qui sera demain, plus peuplée que l'Inde et la Chine (en 2050, l'Afrique aura 1,8 milliards d'habitants contre 250 millions en 1950), qui recèle la plupart des ressources naturelles, désormais raréfiées et qui connaît un décollage économique, certes, inégal, mais sans précédent, qui n'est plus, seulement, porté par l'envolée du cours des matières premières, mais aussi, par l'émergence d'une véritable classe moyenne ».

Si le constat sur les enjeux démographiques et économiques est fondé, le « décollage éco-

nomique » auquel ce rapport fait allusion est incertain, source de conflits parce qu'inégalitaire, ne profitant d'abord qu'aux entreprises étrangères et à une partie de l'élite politique et économique.

Les enjeux de l'intervention militaire en cours sont : économiques (l'uranium, donc le nucléaire et l'indépendance énergétique), sécuritaire (les menaces d'attentats terroristes contre les intérêts des multinationales notamment AREVA, les prises d'otages, le grand banditisme, notamment le narcotrafic et les ventes d'armes), géopolitique (notamment la concurrence chinoise) et migratoires.

Quelle paix, quelle réconciliation et quelle reconstruction peut-on espérer lorsque ces enjeux sont soigneusement cachés au peuple ?

5. L'INSTRUMENTALISATION DES FEMMES

L'interdiction de l'espace Schengen ne me vise pas en tant que femme mais elle démontre que celles qui refusent d'être instrumentalisées dans la défense des intérêts dominants peuvent être combattues. J'en fais la douloureuse expérience au niveau national depuis longtemps déjà, mais ne m'attendais à être ostracisée de la part du pays des droits de l'homme, précisément, au moment où mon pays est en guerre. Il viole ainsi la résolution 1325, relative à la participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux, à la prévention ou à la résolution des conflits ainsi qu'à la reconstruction.

Dois-je rappeler que le 8 mars 2013, Journée Internationale des Femmes, le Président François Hollande répondait à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy qui s'interrogeait sur la présence de l'armée française au Mali, qu'elle y est allée « parce qu'il y avait des femmes victimes de l'oppression et de la barbarie ! Des femmes à qui l'on imposait de porter le voile ! Des femmes qui n'osaient plus sortir de chez elles. Des femmes qui étaient battues ! ».

A propos de voile, je suis l'une des rescapées maliennes et sahéliennes de l'analphabétisme qui tente de déchirer celui, pernicieux, de l'illettrisme économique qui maintient les Africains dans l'ignorance la plus totale des politiques néolibérales et fait d'eux du bétail électoral. Le Président Hollande se montrerait-il si intraitable quant à la date de l'élection présidentielle au Mali s'il avait devant lui un

électorat malien qui place la souveraineté économique, monétaire, politique et militaire au cœur du débat politique ?

A propos des femmes qui " n'osaient plus sortir de chez elles", je sortais jusqu'ici librement de mon pays et parcourais tout aussi librement l'Europe et le monde. Quelle que soit l'issue de la situation que je traverse en ce moment, elle ne peut qu'être dissuasive pour les autres Maliennes et Africaines qui ont envie de comprendre le monde global et de lutter pour ne pas le subir mais en être des citoyennes averties et actives.

6. AIDE AU DEVELOPPEMENT OU A LA MILITARISATION

Au djihadisme armé il faut, semble-t-il, une solution armée. La voie est ainsi ouverte dans un pays comme le nôtre aux achats d'armement au lieu d'analyser et de soigner le radicalisme religieux qui prospère là où l'Etat, ajusté et privatisé, est nécessairement carencé ou tout simplement absent.

Faire l'âne pour avoir du foin, est le comportement qui prévaut dans ce contexte de pauvreté généralisée tant au niveau des Etats que de certaines organisations non étatiques. Et la guerre -comble de l'horreur- est aussi une occasion d'injecter de l'argent frais dans notre économie exsangue.

Déçue par les hésitations et les lenteurs de l'Europe dont la solidarité s'est traduite jusqu'ici par la formation de l'armée malienne et de certains soutiens bilatéraux, la France invite au partage de l'effort financier entre Européens dans la défense de leurs intérêts stratégiques en Afrique de l'Ouest. D'autres bailleurs de fonds y seront associés.

Le 15 mai 2013 à Bruxelles, les bailleurs de fonds examineront le plan d'actions prioritaires d'urgence (pour 2013 et 2014). Les ressources qui seront mobilisées (ou annoncées) profiteront-elles au peuple malien, qui ne sait plus où donner de la tête ou irrigueront-elles les mêmes circuits économiques selon les mêmes pratiques qui ont aggravé la pauvreté et les inégalités.

Dans le cadre de la reprise de la Coopération, le ministre français délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du Développement annonce 240 millions d'euros destinés à financer l'agriculture, les services de bases dont l'eau et l'électricité dans les ré-

gions du nord, le retour des populations.

C'est le lieu de rappeler que Tripoli la capitale Libyenne a abrité, les 29 et 30 novembre 2010, le Troisième Sommet Afrique-UE où le Guide libyen, Mouammar Kadhafi, a accueilli, en grande pompe, les dirigeants de 80 pays africains et européens.

La création d'emplois, les investissements et la croissance économique, la paix, la stabilité, les migrations et le changement climatique étaient à l'ordre du jour de ce sommet. Les participants s'étaient mis d'accord sur un « plan d'action » pour un Partenariat Afrique-UE de 2011 à 2013.

L'UE a, à cette occasion, réaffirmé son engagement à consacrer 07% de son PNB à l'aide publique et au développement d'ici 2015 et d'affecter 50 milliards d'euros aux objectifs généraux du partenariat envisagé entre 2011 et 2013. Nous sommes en 2013 et fort loin des objectifs de développement du Millénaire et des voies et moyens de les atteindre en 2020. Car le ver dans le fruit.

La paix, la réconciliation et la reconstruction du Mali, n'ont aucune chance d'aboutir si elles doivent reposer sur des arrangements politiques en vue d'engranger l'« aide extérieure ». L'Etat, ou ce qui en reste ainsi que les rebelles se battent et négocient dans le cadre du même paradigme qui a aggravé le chômage, la pauvreté et les tensions. Les différends se règlent en termes d'investissement, dans les infrastructures, le lieu par excellence de l'enrichissement rapide et de la corruption. La liste des travaux d'infrastructures mal exécutés ou non réalisés est longue. Elle explique en partie le mécontentement des populations du septentrion qui souffrent pendant que des maisons individuelles poussent au su et au vu de tout le monde grâce aux détournements de fonds et l'argent du narcotrafic.

7. OSONS UNE AUTRE ECONOMIE

Rien ne sera plus comme avant. Ce qui était difficile risque de l'être davantage avec la militarisation qui absorbera des ressources dont nous avons cruellement besoin pour l'agriculture, l'eau, la santé, le logement, l'environnement et l'emploi.

Opération Serval, Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA), Mission Intégrée de Stabilisation Multidimensionnelle des Nations-Unies, la défense de notre pays et notre

sécurité, avant d'être militaire, est d'abord un défi intellectuel, moral et politique.

Je me suis reconnue dans les propos du candidat François Hollande lorsqu'il déclara qu'« il est temps de choisir une autre voie. Il est temps de choisir une autre politique ». Ce temps est, assurément, venu et pour la France et pour ses anciennes colonies d'Afrique. Il est celui des transitions économiques, sociales, politiques, écologiques et civilisationnelles qui n'ont rien à voir avec la feuille de route de la « communauté internationale ». Elles renvoient à un changement de paradigme.

Que les dirigeants africains qui ont intériorisé le discours mensonger sur l'inéluctabilité de cette guerre afin d'en finir le péril djihadiste ne s'y trompent pas : l'effet de contagion qu'ils redoutent, tient moins à la mobilité des djihadistes qu'à la similitude des réalités économiques, sociales et politiques induites par le modèle néolibéral.

Si les chefs djihadistes viennent d'ailleurs, la majorité des combattants sont des jeunes maliens sans emplois, sans interlocuteurs, sans perspectives d'avenir. Les narcotrafiquants puisent, eux-aussi, convoyeurs et revendeurs de drogue parmi la même jeunesse désespérée.

La misère morale et matérielle des jeunes diplômés, des paysans, des éleveurs et d'autres groupes vulnérables constitue le véritable ferment des révoltes et des rebellions qui, mal interprétées, alimentent, de l'intérieur bien des réseaux. La lutte contre le terrorisme et le crime organisé, sans effusion de sang, au Mali et en Afrique de l'Ouest passe par l'analyse honnête et rigoureuse du bilan des trois dernières décennies de libéralisme sauvage, de destruction du tissu économique et social ainsi que des écosystèmes. Rien n'empêche les centaines de milliers de jeunes Maliens, Nigériens, Tchadiens, Sénégalais, Mauritaniens et autres, qui viennent chaque année grossir le nombre des demandeurs d'emploi et de visas, de rejoindre le rang des djihadistes si les Etats et leurs partenaires techniques et financiers ne sont pas capables de remettre le modèle néolibéral en question.

8. L'INDISPENSABLE CONVERGENCE DES LUTTES

Je plaide pour un élan de solidarité qui prenne le contre-pied de la militarisation, nous resti-

tue notre dignité, préserve la vie et les écosystèmes.

Tout irait dans le bon sens si les 15.000 soldats étaient des enseignants, des médecins, des ingénieurs et si les milliards d'euros, qui vont être dépensés, étaient destinés à ceux et celles qui ont le plus besoin. Nos enfants n'auraient pas besoin d'aller se faire tuer en soldats mal payés, en narcotrafiquants ou en fous de Dieu.

Nous nous devons de nous atteler, nous-mêmes à la tâche primordiale de la transformation de notre moi profond, ébranlé et de notre pays meurtri. L'avantage considérable de l'approche systémique est la détribalisation des conflits au profit d'une conscience politique qui réconcilie et rassemble ceux que l'économie mondialisée broie. Touareg, Peulh, Arabes, Bamanan, Sonrhai, Bellah, Sénoufos cesseraient de s'en prendre les uns aux autres et se battraient ensemble et autrement.

Cette approche altermondialiste nous rend notre « dignité » dans un contexte où nous avons tendance à culpabiliser et à nous en remettre, poings et pieds liés, à une « communauté internationale » juge et partie.

Elle plaide pour la convergence des luttes à l'intérieur des frontières entre les différentes composantes de la société éprouvées par la barbarie du système capitaliste qui ne veulent ni se résigner ni se soumettre. Elles doivent explorer ensemble des alternatives à la guerre. Les Etats libéraux ayant privilégié la guerre et investi dans les armes de destruction des vies humaines, du lien social et des écosystèmes, innovons à travers la bataille des idées et convoquons une conférence citoyenne au sommet pour l'autre développement du Mali, en vue de desserrer l'étau de la mondialisation capitaliste. Il s'agit d'instaurer le débat sur la relation entre politiques néolibérales et chaque aspect de la crise : chômage endémique des jeunes, rébellions, mutineries, coups d'Etat, violences faites aux femmes, radicalisme religieux.

Un travail inédit et intense d'information et d'éducation citoyenne dans les langues nationales, permettra aux Maliens de parler enfin entre eux de leur pays et de leur avenir.

Parce que tous les Hommes naissent libres et égaux en droits, nous revendiquons juste notre droit à :

– un autre économie, de manière à disposer des richesses de notre pays, et à choisir libre-

ment des politiques qui nous mettent à l'abri du chômage, de la pauvreté, de l'errance et de la guerre ;

– un système politique véritablement démocratique, parce que intelligible pour l'ensemble des Maliens, décliné et débattu dans les langues nationales, fondé sur des valeurs de culture et de société largement partagées ;

– la liberté d'expression et de circulation.

9. RENDEZ-NOUS LES CLES DE NOTRE PAYS !

La France officielle qui déclare urbi et orbi que nous n'avons « pas d'Etat digne de ce nom », ni « d'armée digne de ce nom », considère certainement que nous n'avons pas non plus d'existence en tant que peuple pour aller jusqu'à se demander « à qui remettre les clés » et à exiger l'organisation de nos élections en juillet 2013. Elle s'accommode par ailleurs de l'annulation de la concertation nationale – qui devait nous permettre de prendre ensemble entre Maliens le pouls de notre pays. Elle s'accommode tout autant de l'état d'urgence instauré, puis prolongé une première fois, et une seconde fois de manière à « sécuriser » la transition.

Je n'ai pas le sentiment que la « guerre contre le terrorisme » ait apporté la paix en Irak, en Afghanistan et en Libye, et que les casques bleus ont su garantir aux populations de la République Démocratique du Congo et en Haïti la sécurité que celles-ci étaient en droit d'attendre d'eux.

Mais je suis persuadée qu'il y a en chaque Malienne et chaque Malien un(e) soldat(e), un(e) patriote qui doit pouvoir participer à la défense de ses intérêts et du Mali à partir d'une bonne connaissance de son état réel dans l'économie mondialisée.

La réponse à l'insupportable question de Claude Lellouche est claire : le Mali est à rendre aux Maliens. Nous pouvons-en prendre le plus grand soin parce que, comme Bouna Boukary Dioura l'a rappelé, nous savons, nous les peuples du Sahel que les rochers finissent par fleurir à force d'amour et de persévérance.

Rendez les clés du Mali au peuple malien !
Aminata D. Traoré, Bamako le 03 mai 2013

Source : Toguna

Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde de la Démocratie : **Sadou H. Diallo lance un nouveau mouvement**



Sadou H. Diallo a été Maire de Gao mais aussi 1er Vice-président de la CODEM (Convergence pour le Développement du Mali) de Housseini Amion Guindo. Il avait démissionné avec fracas de la CODEM en novembre dernier pour divergence de vue avec son ami « Poulou », alors président en exercice du cadre des partis et regroupements de partis réclamant la tenue des élections en février, alors que lui, il privilégiait le soutien du parti à la Transition. Il vient de lancer le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde de la Démocratie !

Il avait alors clairement annoncé son soutien total et entier aux autorités de la Transition et rassuré ses partisans qu'il allait s'organiser pour ce faire. Eh bien c'est chose faite avec le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde de la Démocratie (MPSD). La page CODEM est donc définitivement tournée et Housseini Amion Guindo a définitivement perdu son ami.

L'homme c'était en effet jusqu'ici montré réservé, parce qu'il pensait pouvoir retrouver son ami.

La Place de l'Indépendance de la Cité des Askia a en effet vibré ce week-end au rythme de la création du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde de la Démocratie (MPSD). A l'unisson, nous rapporte-t-on, la ville de Gao aurait déroulé le tapis rouge pour l'un de ses fils en la personne de Sadou H. Diallo, au nom de la réussite de la Transition.

« Comme il sait le faire, l'ancien maire de la 7ème région administrative du Mali a su mobiliser dans la diversité. Au regard de tous les efforts, les acquis et les perspectives de la Transition, l'homme a décidé d'être un soutien. Un soutien de taille qui n'entend pas s'économiser avant l'atteinte des objectifs que Assimi et Choguel se sont fixés », nous rapporte une source locale.

Le lancement s'est donc déroulé en présence

des représentants de plusieurs mouvements, partis politiques et associations. Le MPSD est un nouveau mouvement politique qui a donc été créé l'homme qui a à son arc plusieurs cordes, donc pétri de plusieurs années d'expériences politiques. Il a créé ce mouvement politique pour inciter la jeune génération à s'intéresser à la politique afin de mieux préparer la relève de demain au Mali en général et Gao en particulier.

Après l'étape de Gao qui symbolise l'attachement de Sadou Diallo à sa ville de cœur, le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde de la Démocratie s'attèle désormais à s'implanter sur toute l'étendue du territoire national. Selon plusieurs indiscretions, beaucoup d'activités de soutien à la Transition sont prévues dans les jours ou semaines à venir.

■ Yama DIALLO

SÉGOU'ART 2022 : La foire aux milles merveilles ouvre ses portes

Le jeudi 2 février 2022, la foire artisanale et agricole de la 18^e édition de Sékou'Art-Festival sur le Niger a officiellement été ouverte au grand public.

Présidée par le chef de cabinet du ministre de l'Industrie, de l'Artisanat, du Tourisme et de la Culture, sur les berges du fleuve Niger, le ton de la cérémonie d'ouverture de la foire a été donné par le groupe « Mamou Thiéro », l'ensemble des Korèdugaw et les marionnettistes. Tous les forains et les habitués de Sékou'Art étaient au rendez-vous de la grande foire artisanale et agricole de Sékou.

Selon la coordinatrice, Mme Diarra Bintou Bouaré, cette foire qui se tiendra jusqu'au 7 février a pour but de faciliter l'échange entre

les commerçants de divers horizons et de promouvoir des produits artisanaux et agricoles. « La foire de Sékou est une foire artisanale et agricole qui consiste à créer un marché de portée internationale pour valoriser, promouvoir et faciliter la commercialisation des produits locaux en occurrence les produits de l'artisanat, d'art et de l'industrie agro-alimentaire et vise à créer un pont entre la culture et l'économie ».

Mme Diarra Bintou Bouaré précise que cette foire constitue un espace d'échange et de partage d'expérience qui permet de stimuler l'in-

novation, la créativité et une collaboration saine entre les acteurs locaux afin d'améliorer la qualité des produits aux bénéfices des populations locales.

Elle a fait savoir que cette foire permettra aussi de créer un lien entre la culture et l'économie. Selon ses dires, environ 250 stands sont occupés et cette édition innove avec la vente en ligne.

La foire constitue pour les acteurs locaux et internationaux une source de revenus et sera aussi un lieu de réseautage. La coordinatrice de la foire explique que cette année plus de 200 mille visiteurs sont attendus sur les berges du fleuve Niger, où se côtoie l'imagination et la créativité d'environ 500 artisans et créateurs locaux répartis entre 250 stands et en provenance d'une trentaine de pays de la sous-région Ouest-africaine.

Aminata Agaly Yattara
Hamady Sow
(Depuis Sékou)
Source : Mali Tribune



Crise Ukrainienne : Emmanuel Macron au Kremlin pour parler à Vladimir Poutine

Quelques jours avant le chancelier allemand Olaf Scholz, Emmanuel Macron se rend ce lundi 7 février à Moscou, pour y rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine. La situation autour de l'Ukraine est toujours plus incertaine et l'éventualité d'une désescalade sera au cœur des discussions.

Un peu plus d'une semaine après son premier entretien téléphonique, voilà Emmanuel Macron présent en personne à Moscou pour y rencontrer ce lundi Vladimir Poutine. Le président français espère trouver une voie pour faire baisser la tension entre la Russie et l'Ukraine.

Côté russe, on annonce que les discussions porteront sur les fameuses « garanties de sécurité » que Moscou exige des Occidentaux, indique notre correspondant sur place, Jean Cassey. C'est-à-dire le non-élargissement de l'OTAN en Europe de l'est. Le sujet, considéré en Russie, relève plutôt de discussions bilatérales avec les États-Unis, mais la France, comme l'Allemagne, a la réputation d'être un interlocuteur plus raisonnable, plus sensible que les Américains ou les Britanniques, aux intérêts et aux inquiétudes de Moscou. Et puis en Russie, on attend surtout de Paris

qu'il fasse pression, aux côtés de Berlin, sur l'Ukraine pour obtenir l'application des accords de Minsk ; lesquels prévoient une large autonomie donnée aux régions séparatistes du Donbass. En ce sens, la rencontre de ce lundi est aussi un préalable à une réanimation du « format Normandie », des sommets qui réunissent justement Russie, Ukraine, France et Allemagne. La conférence de presse commune prévue après la rencontre permettra d'y voir plus clair sur les prochaines étapes, et sur la possibilité d'une désescalade.

MACRON, UN INTERLOCUTEUR « DE QUALITÉ » AUX YEUX DE POUTINE

La désescalade, c'est le mot sur lequel insiste l'Élysée et c'est l'objectif prioritaire d'Emmanuel Macron, rapporte notre envoyée spéciale

à Moscou, Valérie Gas. Le président français fait le pari qu'en se déplaçant à Moscou pour rencontrer en face à face Vladimir Poutine, il se donne les moyens « d'engager des négociations dans des termes clairs » pour aller par exemple dans le sens d'un allègement du dispositif militaire russe à la frontière.

Lors de leur dernier entretien téléphonique, Vladimir Poutine a fait valoir son intérêt pour un dialogue direct avec Emmanuel Macron qu'il considère - selon l'Élysée - comme un interlocuteur « de qualité » avec lequel il veut aller « au fond des choses ». Les discussions s'annoncent longues entre les deux hommes qui se connaissent bien. Leur dernière entrevue avait eu lieu en France au fort de Brégançon à l'été 2019.

Cette initiative du président français a été préparée en concertation avec les partenaires européens et les États-Unis. Emmanuel Macron a multiplié les entretiens téléphoniques ces derniers jours et son action bénéficie du soutien de Kiev où se rendra le président français après Moscou. Car c'est à Moscou que se situe le problème, explique l'entourage du président français, selon lequel la priorité c'est de préserver « le respect de la souveraineté de l'Ukraine ».

Source : RFI





Afflux de réfugiés burkinabè en Côte d'Ivoire : Le HCR s'inquiète

L'afflux de réfugiés burkinabè s'accélère dans le nord-ouest ivoirien depuis six semaines, observe le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés, qui s'inquiète de leurs conditions de vie et de celles des familles d'accueil ivoiriennes.

Environ 7 000 Burkinabè ont fui les attaques jihadistes dans leur pays et se sont réfugiés en Côte d'Ivoire. « Maintenant, ce sont, en moyenne, une centaine de personnes qui franchissent quotidiennement la frontière », rajoute Céline Schmitt, porte-parole du Haut-commissariat pour les réfugiés.

« Les personnes qui arrivent nous disent fuir des attaques de groupes extrémistes. Beau-

coup d'entre eux arrivent avec très très peu de choses. Ils n'ont pas de biens personnels. Ils ont des difficultés pour avoir accès à la nourriture », rajoute-t-elle.

Les réfugiés arrivant en Côte d'Ivoire sont accueillis par des familles ivoiriennes. « Il y a des familles ivoiriennes qui accueillent parfois jusqu'à 30 réfugiés dans leurs petites maisons », selon la porte-parole.

34 000 Burkinabè réfugiés dans les pays voi-

sins

Toutefois, le HCR s'inquiète des conditions sanitaires dans lesquelles se retrouvent déplacés, notamment à cause de cas de paludisme, d'infections respiratoires ou encore de la malnutrition. Cela met « la pression sur les structures sanitaires locales », alerte-t-elle.

Selon le HCR, l'organisation onusienne a porté assistance à environ 4 000 réfugiés mais demande du soutien : « Cette année notre appel de fonds spécial pour la réponse humanitaire au Sahel n'a été financé qu'à hauteur de 7% ».

Au total, 34 000 Burkinabè seraient réfugiés dans les pays voisins tels que la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger ou le Bénin et 1,5 million sont des déplacés internes au Burkina Faso. Par rapport à l'an dernier, leur nombre a augmenté de 50%.

Source : RFI

CAN 2022 : Les anciens Lions fiers de leurs « petits frères » champions d'Afrique

Longtemps référence du football sénégalais, la génération 2002, vient certainement d'être détrônée par les nouveaux champions d'Afrique. Pour autant, c'est avec fierté qu'El hadji et compagnie parlent de l'exploit de leurs petits frères.

Le Sénégal champion d'Afrique, la bande à Sadio Mané l'a fait. Un exploit que beaucoup de générations de Lions n'avaient jamais réussi, même celle de 2002. « Ils ont essuyé nos larmes de 2002 », affirment en chœur Amara Traoré et Alassane Ndour, membres de la belle équipe finaliste malheureuse de la CAN au Mali. « À Bamako, on avait perdu aux tirs au but contre le Cameroun, rappelle Amara Traoré. 20 ans après, on gagne au Cameroun aux tirs au but face à

l'Égypte. Bravo aux garçons, c'est magnifique.» « Félicitations et merci pour tout », rajoute El Hadji Diouf, bras dessus, bras dessous avec Saliou Cissé. Ils sont rentrés dans l'histoire, ils ont beaucoup travaillé pour ça. J'avais dit à Saliou qu'ils allaient gagner. Cela s'est passé comme je l'avais dit. » L'actuel latéral gauche de Lions confirme les propos de son « grand frère ». « Il y a deux jours, il m'avait dit que cela être un match très difficile, mais qu'on avait tout le pour le gagner et qu'on allait le

faire. »

Édition spéciale - victoire du Sénégal lors de la CAN 2022

Khalilou Fadiga, dont les traces des larmes sont encore visibles a également exprimé sa fierté envers les nouveaux Lions. « C'est la première fois que je pleure pour un match de football. Merci aux gosses. Ce matin, j'ai échangé avec Sadio (Mané) par texto, il m'avait promis la victoire. Il m'a dit : "Grand, tu verras, ce soir, tu seras fier de nous »

Mamadou Diallo « Seybani » n'était pas de l'aventure 2002, mais il a marqué la sélection sénégalaise comme attaquant entre 1994 et 2000. Il remercie les nouveaux champions, mais veut associer à la victoire les disparus comme « Jules Bocandé, Bruno Metsu, Papa Bouba Diop, Mansour Wade et Joseph Koto qui ont aussi joué un grand rôle dans le football sénégalais. »

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Un vent de fraîcheur ou d'innovation soufflera dans vos activités. Votre voeu aura de fortes chances d'être exaucé. La mission que vous l'on confiera pourrait être différente des habitudes. Vous profiterez de l'aubaine pour étendre vos compétences.

Des questions d'argent seront responsables de vos tensions avec les autres. Vous attendrez le remboursement d'une somme prêtée ou à l'inverse, vous devrez vous acquitter d'une dette que vous ne serez pas en mesure de régler. Cela faussera vos relations.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous espérez changer d'activité. Des pistes sont prises et vous espérez la réussite. Le climat de jalousies vous incite à partir ! Des petites démarches sont amorcées. Mais votre petite voix invite à la patience ! Ne démissionnez pas de suite de votre poste.

Pour ne pas trop dépenser, comparez les prix ! Des petites dépenses font une coquette somme. L'impulsivité peut être la cause de dépenses comme par exemple l'achat d'accessoires pour votre véhicule. Avec du bon sens et un peu de prudence, la stabilité continue !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez faire face à des moments difficiles, susceptibles de provoquer une rupture de contrat, surtout si vous ne partagez pas ou plus la politique de l'entreprise pour laquelle vous travaillez. La Lune vous mettra des bâtons dans les roues.

Tous les mois, c'est la même chose ! Une fois votre salaire versé, vous dépensez presque tout en une dizaine de jours. Au lieu de faire la fourmi, vous vous transformez en cigale ! C'est plus fort que vous. Vos belles promesses resteront inefficaces...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous êtes sollicité pour un nouveau projet, cette proposition arrive à point nommé. Concernant le professionnel, vous prenez de la hauteur, rien ne pouvait vous faire plus plaisir. Illico, vous informez vos proches de la bonne nouvelle. Votre générosité fait de vous une bonne personne. Aujourd'hui encore, cher ami Cancer, vous gâchez les personnes que vous aimez. Un cadeau, une invitation au restaurant, toutes les occasions sont bonnes pour faire plaisir. Vous ne comptez pas.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un rythme de travail plus équilibré. Vous aurez à coeur de préserver une bonne entente avec vos collègues de travail. À la recherche d'un emploi, vous aurez des contacts intéressants qui vous encourageront dans vos démarches.

Vos revenus quotidiens ne seront pas affectés, mais des rentrées d'argent annexes tarderont et vous occasionneront des soucis. Un problème administratif ou le manque d'un papier nécessaire à la bonne évolution de votre dossier financier en sera la cause.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous trouvez le moyen de faire votre place dans une ambiance tendue ! Il règne une atmosphère difficile. Des rivalités professionnelles sont là. Vous profitez de changements internes. Une évolution rapide devrait arriver. Ne ratez pas ce coche inespéré !

Vous aimez le luxe. Il y a des chances pour que vous craquiez sur des accessoires de décoration. Privilégiez les bonnes affaires. Faire des soldes peut être une alternative ! La famille propose son soutien matériel. Grâce à elle, vous réalisez des économies.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

À cause de la planète Uranus, qui sera excessivement contrariante, vous ne serez plus vraiment en osmose avec votre entourage professionnel, ce qui vous rendra moins efficace. Vous n'aimerez pas les normes, les méthodes ou les techniques trop rébarbatives.

Banquier, créancier, huissier, toutes les personnes à qui vous devez, d'une manière ou d'une autre de l'argent, auront toutes les peines du monde à vous joindre aujourd'hui. Rien de vraiment étonnant à cela. Vous ferez volontairement silence radio...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une vraie transformation s'invite dans votre vie professionnelle, ce serait absurde de ne pas sauter sur l'occasion. Cessez de vous poser mille questions. Aujourd'hui, il est temps de passer à autre chose. Oubliez les doutes. Foncez ! Aujourd'hui, cher Scorpion, vous menez les négociations. Si vous avez demandé une prime ou une augmentation, il y a de fortes chances que les euros arrivent sur votre compte prochainement. Patientez un peu, pour les voir apparaître sur votre relevé.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Soutenu dans vos projets professionnels, vous aurez entre les mains une chance exceptionnelle de prendre des responsabilités. Vous redoublez d'efficacité et rien ne pourra entacher votre motivation et votre détermination à bousculer les barrières.

Vous tirerez habilement votre épingle du jeu sur le plan financier. Votre pouvoir d'achat vous semblera moins important, sans renier les facilités qu'il vous apportera. Vous changerez votre rapport à l'argent en adoptant un comportement plus responsable.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous recevez des éloges de la part de votre hiérarchie, vos efforts ont payé. Vous méritez amplement tous ces compliments. Vous ne cherchez pas à jouer le modeste, au contraire, vous crânez même un peu. Après tout, vous le valez bien !

Un parent vous parle de ses futurs projets financiers, il envisage de faire des investissements. En se confiant à vous, il espère que vous lui donniez votre avis sur la question. La cerise sur le gâteau, c'est qu'il vous réserve un petit bonus !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre travail va nécessiter de plus en plus une compréhension rapide et une finesse de jugement. Aujourd'hui, les circonstances vous seront favorables. Efforcez-vous d'en tirer le parti le plus avantageux, car vous pourriez monter de plusieurs échelons.

Jupiter favorisera l'émergence de nouvelles rentrées d'argent. Cette planète réussira à vous convaincre de bien vous organiser, en mettant par exemple par écrit vos mouvements financiers. À vous de savoir tempérer le moindre écart budgétaire !



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous recevez des éloges de la part de votre hiérarchie, vos efforts ont payé. Vous méritez amplement tous ces compliments. Vous ne cherchez pas à jouer le modeste, au contraire, vous crânez même un peu. Après tout, vous le valez bien !

Un parent vous parle de ses futurs projets financiers, il envisage de faire des investissements. En se confiant à vous, il espère que vous lui donniez votre avis sur la question. La cerise sur le gâteau, c'est qu'il vous réserve un petit bonus !

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire pour Oumar Marika
Que fera le tonitruant homme politique?



1012 **Malikilé**



De Montargis Teli à la rencontre de 'Sira' à djou Anka Wuli Mali V
"Au sein de la classe moyenne, des luttes de classe"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul
Du renfort pour le front Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA
Le Mali vers un bras de fer ou un compromis?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Chequeil Kokalla Maiga
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23